



ÎLE-DE-FRANCE | De plus en plus de bêtes en détresse sont déposées par des particuliers dans des lieux spécialisés qui, faute de moyens, deviennent sous-dimensionnés.

Faune sauvage

Les centres de soins débordés par les animaux blessés

FANNY DELPORTE

DANS LES COULOIRS du Centre hospitalier universitaire vétérinaire dédié à la faune sauvage (CHUV-FS) de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), un tableau invite les soignants à indiquer les « relâchés de la semaine » : les animaux soignés avec succès et rendus à la nature à l'endroit le plus approprié. Et avec l'expérience, Jean-François Courreau le sait : il n'y a qu'une chance sur deux de réussite. Mais ils sont de plus en plus nombreux chaque année : Faune Alfort recueille et soigne 35 fois plus d'animaux qu'il y a vingt ans.

Le chiffre est donné par cet ancien professeur à l'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA), qui abrite le CHUV-FS. Il est à la tête de l'association Faune Alfort, qui prend en charge chaque année des milliers d'animaux sauvages de toute l'Île-de-France, parfois jusqu'à mille simultanément. Des hérissons, des renards, des chouettes, des canards, des lapins, des pigeons... Tous les animaux « blessés, malades ou orphelins appartenant à la faune sauvage européenne ». Déposés par des anonymes, des habitants qui sont de plus en plus nombreux à le faire et s'organisent même en communautés, comme sur la page Facebook SOS faune sauvage Île-de-France. Entre ces murs, les animaux doivent

retrouver « une forme physique parfaite avant d'être réintroduits dans leur milieu naturel ».

Ce jour-là, on croise au centre hospitalier un hérisson dont on tente de faire remonter le taux d'oxygène, un pigeon ramier tombé du nid qu'il faut nourrir avec une pipette, un renard assez grièvement blessé et dont l'état inquiète l'équipe. Avec son centre hospitalier et le Centre de soins, d'élevage et de réhabilitation de la faune sauvage situé à Mandres-les-Roses (Val-de-Marne), cette association reçoit 85 % des animaux sauvages recueillis dans la région. « On est face à un développement qui dépasse nos capacités », confirme le directeur de l'école vétérinaire, Christophe Degueurce, qui l'héberge dans ses locaux.

Deux sites « en difficulté »

Cette dernière année, 7 000 animaux y ont été accueillis (97 % étant des animaux franciliens), et ils seront bientôt 10 000 par an selon Jean-François Courreau, qui vient de présenter un « plan d'urgence pour l'Île-de-France ». Car l'ensemble des centres de soins sont débordés. « Nous ne pouvons plus faire face », explique-t-il au nom de sa « microéquipe ». Ce sont pourtant bien 300 personnes qui se relaient toute l'année pour soigner ces animaux. Mais ils sont pour l'essentiel étu-



dians, stagiaires, bénévoles. La problématique est la même dans l'Essonne, où le centre de soins pour les animaux de la faune sauvage Nhérisson a dû fermer temporairement ses portes par manque de moyens, indique Jean-François Courreau. Le centre fait l'objet en ce moment d'une « profonde réorganisation ». « Le centre de soins n'ouvrira pas tant qu'il n'assurera pas les garanties nécessaires pour son bon fonctionnement, tant du côté des animaux recueillis que de celui des soignants », peut-on lire sur son site.

Deux autres sites franciliens sont « en difficulté » d'après Faune Alfort : la Société protectrice des oiseaux des villes à Châtillon (Hauts-de-Seine) et Chevêche 77 à Pringy (Seine-et-Marne), un centre de sauvegarde dédié

à la récupération et aux soins aux rapaces diurnes et nocturnes. « Pour tous les centres, il faudrait au moins un soigneur salarié », plaide Jean-François Courreau, dont l'association porte également la volonté de créer un centre de soins dans le Val-d'Oise, où il n'en existe aucun, pour desservir le nord de la région parisienne, et l'ambition d'ouvrir un refuge pour les animaux qui ne peuvent pas être relâchés.

« Chaque ville pourrait porter un projet », estime le maire de Chennevières, Jean-Pierre Barnaud. Cette petite ville de l'est du Val-de-Marne est partenaire de Faune Alfort, et par exemple « spécialisée » dans le martinet noir, avec une association, les Rémiges noires. « On en sort 150 à 200 par an sur la commune. Ces dernières années, ils souffrent particulièrement avec la canicule », explique le maire de cette ville, où l'on trouve la plaine des Bordes, l'un des deux sites où Faune Alfort relâche les animaux, avec le domaine des Marmousets, un parc départemental à La Queue-en-Brie, où quarante renardeaux ont été réintroduits récemment.

« On ne ramassait pas un animal il y a trente ans comme aujourd'hui »

Un animal qui pouvait faire peur à une époque, mais beaucoup moins maintenant. Car, à n'en pas douter, c'est leur beauté qui va pousser des inconnus à les amener en centre de soins. « On est confrontés directement au public, et ce sont les gens touchés par la fragilité de la faune

L'association Faune Alfort estime qu'elle recueille et soigne 35 fois plus d'animaux qu'il y a vingt ans, dans les locaux de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort.



LP FANNY DELPORTE

LP GUILLAUME BONTEMPS



LP/GUILLAUME BONTÉ

sauvage qui nous confie ces animaux », rappelle Jean-François Courreau. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent que les centres soient débordés : l'évolution des mentalités. « Avant, je ne ressentais pas cette sensibilité, assure l'ancien professeur. On ne ramassait pas un animal il y a trente ans comme on le fait aujourd'hui. C'est l'ensemble de la société qui change. »

Certains s'adaptent aux zones urbaines, d'autres les fuient

« Moi-même, quand j'étais petite, on ne le faisait pas, se souvient Céline Grisot, la directrice de Faune Alfort. Aujourd'hui, les gens n'hésitent plus à mettre la main. Et cela arrive beaucoup plus dans les zones urbaines, où les gens sont davantage sensibles. »

Plusieurs autres raisons peuvent expliquer cette explosion des accueils. La facilité avec laquelle on peut contacter aujourd'hui un centre de soins, le dérèglement climatique, l'augmentation des maladies de la faune sauvage ou encore l'urbanisation. Certaines espèces s'adaptent aux zones urbaines quand d'autres les fuient. Il a suffi du confinement pour que la faune sauvage réinvestisse le macadam. Des daims dans les rues de Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne), des canards à Paris, un puma au Chili. Pour autant, le répit de la faune sauvage a été de courte durée : les conditions sont aussi devenues idéales pour les trafiquants d'animaux sauvages et le braconnage de proximité, un fléau qui n'épargne pas l'Île-de-France n'est pas épargnée. ■

Maisons-Alfort (Val-de-Marne). Le Centre hospitalier universitaire vétérinaire dédié à la faune sauvage soigne les animaux blessés, comme ce rapace, avant de les relâcher dans la nature.



Ce sont les gens touchés par la fragilité de la faune sauvage qui nous confient ces animaux

CHRISTOPHE DEGUEURCE, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

TOP 5 DES PLUS RECUEILLIS

d'après Faune Alfort en IDF (qui en soigne 85 % sur le territoire)



ISTOCK/NEEL BOUWHAN

1 Le pigeon



ISTOCK/SAZONDIMITY

2 Le hérisson



ISTOCK/ANDRÉS

3 Le renard



ISTOCK/PETRA FERSE EYER

4 Les petits oiseaux de type passereaux



ISTOCK/SCODERDIGITAL

5 Les rapaces de type chouette ou buse

INTERVIEW | « Entre un quart et un tiers des espèces sont menacées dans notre région »

GRÉGOIRE LOÏS, DE L'AGENCE RÉGIONALE DE LA BIODIVERSITÉ

ORNITHOLOGUE et directeur adjoint du programme Vigie-Nature au Muséum national d'histoire naturelle à Paris, Grégoire Loïs est également naturaliste à l'agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France. Il nous explique l'impact du développement urbain sur la faune sauvage.



P. B.

À quoi ressemble la faune sauvage en Île-de-France ?

Elle ressemble à une faune sauvage dans une région qui fait 2 % de la taille de la France et qui regroupe 20 % de la population, soit bientôt 12 millions d'habitants. C'est une faune complètement modelée par la présence de l'homme. On a beaucoup d'espèces commensales (*qui se nourrissent des déchets produits par une autre mais sans causer de préjudice à cette dernière, par exemple le rat ou le pigeon*), beaucoup d'espèces très tolérantes vis-à-vis des perturbations, et d'espèces nocturnes. Et puis des espèces délibérément conservées qui sont tout le temps mises en avant, comme les populations de cervidés à Fontainebleau ou Rambouillet.

Comment s'organise la région ?

Elle compte trois gros massifs forestiers mais aussi des vallées : celle de la Seine en aval, d'une part, en amont, d'autre part, et la vallée de la Marne qui sont des espèces de havres. En dehors de ces endroits, il y a une densité de voies de circulation et de population considérable ou de vastes étendues agricoles très productives, ce qui laisse évidemment peu de place à la faune sauvage.

Quelles évolutions peut-on décrire ces dernières années ?

À l'agence régionale de la biodiversité, nous établissons des listes rouges. On réunit des experts qui évaluent la situation de chacune des espèces présentes en Île-de-France selon les critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature et qui attribuent un statut : vert, jaune, orange ou rouge en fonction du danger dans lequel elles se trouvent. Ce qui paraît le plus évident avec du recul, c'est qu'il y a des remontées d'espèces de milieux chauds et secs qui voient leur population augmenter ou leur aire de répartition s'étendre. On voit aussi que les espèces systématiquement détruites à une époque et qui ne le sont plus remontent, en quantité. C'est le cas de l'épervier, qui était chassé.

D'autres sont-elles concernées ?

Le faucon pèlerin et la loutre, un temps au bord de l'extinction et que l'on voit désormais à Paris ou près de Paris, aux portes de la région. Aucune des deux espèces n'est sensible au dérangement et elles trouvent des ressources alimentaires en quantité : les oiseaux pour le premier, les pois-

sons et écrevisses pour la seconde. Certaines espèces sont tolérantes au dérangement humain, d'autres pas du tout. Le Covid-19 a été un laboratoire à ciel ouvert pour percevoir l'impact des activités humaines sur la population animale : on s'est presque retrouvés dans un plan expérimental, qu'on n'aurait jamais pu faire en conditions normales.

L'homme est-il responsable du fait que de plus en plus d'animaux sont déposés dans les centres de soins ?

C'est difficile de mesurer l'effet de l'urbanisation, du trafic routier sur ce phénomène. On ne peut pas démêler ce qui relève du phénomène naturel de ce qui relève du phénomène social, avec, par exemple, une sensibilité accrue et un meilleur accès à l'information sur ces structures. Désormais, quand on trouve un animal blessé, on se dit qu'on peut faire quelque chose, en tout cas essayer. Cela montre tout l'intérêt des centres de soins notamment en termes de sensibilisation. C'est précisément pour distinguer la part respective de ces deux phénomènes qu'on met en place des opérations de suivi, de mesure, standardisées, répétées dans le temps et l'espace pour pouvoir isoler le facteur humain de ce qui nous intéresse, le facteur qui relève des phénomènes qui régissent la biodiversité.

À quoi ressembleront les prochaines années ?

On est dans la continuité, avec des remontées d'espèces qui aiment la chaleur. Celles qui sont plutôt d'influence septentrionale vont disparaître, comme la mésange boréale, qu'on retrouve dans les Ardennes ou en Alsace désormais. On peut espérer que dans dix-vingt ans, on aura de la loutre dans la Seine, la Marne, car il n'y a plus de destructions directes. Il y a en revanche une grosse pression sur le reste. Les résultats des listes rouges franciliennes montrent que, suivant les groupes, entre un quart et un tiers des espèces sont menacées en Île-de-France. À part la loutre et les faucons pèlerins, il n'y a pas de bonne surprise. Et cela, le bon sens naturaliste le prédit complètement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR F.D.